

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---



### **TRANSPORT DE COLIS ENTRE LES SITES DE ACOSS , LES ORGANISMES ET LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE RECOUVREMENT 2 LOTS**

---

---

### **Appel d'Offres Ouvert**

**N° de procédure : P2435-AOO-DSI**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

## SOMMAIRE

DÉFINITIONS.....	3
ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE.....	4
ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE L'ACCORD CADRE .....	4
ARTICLE 3 –FORME DE L'ACCORD CADRE.....	4
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD CADRE .....	5
ARTICLE 5 –MONTANT ESTIMÉ DE L'ACCORD CADRE .....	5
ARTICLE 6 – DURÉE DE L'ACCORD CADRE .....	6
ARTICLE 7 – EXÉCUTION DU PRÉSENT ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 8 – VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS, OBJET DU PRÉSENT ACCORD-CADRE .....	7
ARTICLE 9 – PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	7
ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DES PARTIES .....	8
ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ....	12
ARTICLE 12 – CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE / CLAUSE DE REPRISE D'ACTIVITÉ.....	13
ARTICLE 13 – SUIVI ET CONTRÔLE DE L'ACCORD CADRE.....	13
ARTICLE 14 – PÉNALITÉ DE RETARD.....	13
ARTICLE 15 – PRIX DES PRESTATIONS .....	15
ARTICLE 16 – RÉGIME FINANCIER .....	16
ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE .....	18
ARTICLE 18 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....	19
ARTICLE 19 – RESPONSABILITÉ – ASSURANCES.....	19
ARTICLE 20 – RÉSILIATION .....	19
ARTICLE 21 – LITIGES .....	20
ARTICLE 22 – CONFLIT D'INTÉRÊTS .....	20
ARTICLE 23 – DÉROGATIONS AU C.C.A.G /PI .....	21

Ce document comporte 20 pages.

## DÉFINITIONS

En complément de l'article 2 du CCAG-FCS, chacune des expressions utilisées dans le présent document, y compris dans ses annexes, a la signification donnée ci-après :

**« Accord-cadre »** : désigne l'acte juridique conclu par l'ACOSS et le titulaire, prévu par l'article L. 2125-1 du Code la commande publique et l'article L. 224-12 du Code de la sécurité sociale. Il fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté par l'émission de bons de commande.

Un accord cadre distinct est conclu pour chacun des lots.

**« Bons de commande »** : désigne les documents écrits prévus par l'article R. 2162-13 du Code de la commande publique qui sont adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations décrites dans l'accord cadre dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité dans les conditions prévues au présent accord cadre.

**« Pouvoir adjudicateur ou ACOSS »** : Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale – Personne morale de droit public, dont le siège social est situé à Montreuil (93100) et qui dispose de 8 sites en France métropolitaine :

- site de Biot : 750, avenue de Roumanille – Sophia Antipolis – 06410 BIOT
- site de Caen : 20, avenue Alfred Kastler – 14063 CAEN
- site de Lille : 13, rue Denis Papin – Parc d'activités des Prés – 59658 VILLENEUVE D'ASCQ cedex
- site de Lyon : 590, cours du 3<sup>ème</sup> Millénaire – 69792 SAINT PRIEST cedex
- site de Marseille : 20, avenue Viton – BP 31 – 13274 MARSEILLE cedex
- site de Nancy : 12, rue du Bois de la Champelle – Parc d'activités du Brabois – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY
- site de Nantes : 2-4, rue Coulongé – BP 12833 – 44328 NANTES cedex
- site de Toulouse : Avenue d'Atlanta – BP2152 – 31020 TOULOUSE cedex

**Le « Titulaire »** : Attributaire et signataire de l'accord cadre retenu par l'ACOSS à l'issue de la procédure de marchés publics.

**Les « organismes bénéficiaires »** : Les URSSAF qui sont bénéficiaires des prestations commandées par l'ACOSS dans le cadre du présent accord cadre.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE**

Le présent marché public a pour objet le transport de colis entre les différents sites de l'ACOSS, les organismes et les partenaires de la branche recouvrement.

Le présent marché est alloti comme suit :

- Lot 1 : Transport avec ramassage sur demande pour la France métropolitaine (dont la Corse) pour tout type de colis (de l'enveloppe à la palette)
- Lot 2 : Transport avec ramassage sur demande pour les DOM pour tout type de colis (de l'enveloppe à la palette)

La description précise des prestations et les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le présent document est commun aux deux lots.

## **ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE L'ACCORD CADRE**

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Cette procédure est centralisée par l'ACOSS pour le compte des organismes locaux de la branche Recouvrement.

Cette coordination des besoins est prévue par l'article L. 224-12 du Code de la Sécurité Sociale, aux termes duquel « *les caisses nationales, l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale et l'Union des caisses nationales de sécurité sociale peuvent passer, pour leur propre compte, celui des organismes locaux et celui des agences régionales de santé, des marchés ou des accords-cadres* ».

## **ARTICLE 3 –FORME DE L'ACCORD CADRE**

Le présent marché public est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il définit les conditions juridiques, techniques et financières ainsi que les caractéristiques et modalités d'exécution de la prestation attendue.

Après la conclusion de l'accord-cadre, l'ACOSS, lorsqu'elle souhaite commander les prestations objet de la présente opération, passe des bons de commandes auprès du titulaire de l'accord-cadre retenu par l'ACOSS.

Conformément à l'article R. 2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commande sont émis sans négociation ni remise en concurrence selon les modalités fixées à l'article 7 du présent accord-cadre.

Les bons de commande, émis sur le fondement de l'accord-cadre, sont notifiés au titulaire par l'ACOSS, pendant la durée de validité contractuelle dudit accord-cadre.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

#### ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD CADRE

Les documents qui constituent le présent accord-cadre et le contrat entre les parties, sont affectés d'un ordre de priorité, défini ci-après, permettant de statuer sur les contradictions éventuelles qui pourraient se faire jour à la lecture des documents.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, en cas de différence donc entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces derniers prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés :

- l'acte d'engagement complété, daté et signé pour chacun des lots ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°P2435-AOO-DSI dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°P2435-AOO-DSI dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Pour chaque lot, l'offre financière du titulaire formalisée dans le cadre de réponse financier ;
- Pour chaque lot, l'offre technique du titulaire formalisée dans le cadre de réponse technique ;
- L'annexe 1 de déclaration d'absence de conflit d'intérêts.

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par l'accord-cadre et ses annexes et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Les dérogations au CCAG-FCS sont précisées à l'article 23 du présent CCAP.

#### ARTICLE 5 –MONTANT DE L'ACCORD CADRE

Le montant de l'accord-cadre est estimé sur sa durée, à titre informatif, à **432 426 HT** soit **518 912 € TTC**. Décomposé comme suit :

- 289 030€ HT soit **346 837€ TTC** pour le lot1
- 143 395€ HT soit **172 075€ TTC** pour le lot 2

L'accord-cadre est conclu, conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum sur 4 ans de **518 911€HT** soit **622 694 € TTC** décomposé comme suit:

- 346 836€ HT soit **416 204€ TTC** pour le lot 1
- 172 075€ HT soit **206 490€ TTC** pour le lot 2

Il s'agit d'une estimation financière donnée à titre indicatif qui ne constitue pas un engagement contractuel.

## ARTICLE 6 – DURÉE DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de **1 an** à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre pourra être reconduit **3 fois** pour la même durée de **1 an** sans que la durée totale de l'accord-cadre puisse excéder **4 ans**.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

En cas de non reconduction de l'accord cadre, le titulaire en est informé par courrier recommandé avec réception avec un préavis de six mois.

L'ACOSS se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs accord(s) cadre(s) ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans les conditions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 7 – EXÉCUTION DU PRÉSENT ACCORD-CADRE

Les caractéristiques des prestations attendues sont spécifiées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières **n°2435-AOO-DSI**.

Toute communication, orale ou écrite, avec l'URSSAF ACOSS doit être réalisée en français.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commandes selon les modalités suivantes :

L'ACOSS adresse les bons de commandes au titulaire par voie dématérialisée (plateforme du titulaire ou email ), cette forme devant être confirmée par le titulaire.

L'URSSAF ACOSS émet donc au titulaire au fur et à mesure de ses besoins, des commandes par référence au cadre de réponse financier du présent accord-cadre.

Quel que soit le support, les bons de commande comprennent au moins les mentions obligatoires suivantes :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- le cas échéant, le délai de livraison ;
- la désignation de la prestation commandée et sa consistance définie en fonction de l'unité de facturation adéquate ;
- Les dates de début et de fin des prestations ;
- Le montant total de la commande (HT et TTC)
- le lieu de prise en charge et de livraison
- Les prix H.T et TTC applicables par référence au cadre de réponse financier du titulaire.

En complément à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, les bons de commande sont signés par le Directeur de l'ACOSS ou son représentant.

Les délais fixés dans les bons de commande par l'ACOSS doivent être conformes aux délais fixés dans le C.C.T.P.

Toute livraison est faite à l'adresse précisée sur chaque bon de commande dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Une prolongation du délai d'exécution ou un sursis de livraison peut être accordée par l'ACOSS dans les conditions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS.

La durée d'exécution maximale d'un bon de commande est fixée à un an au plus.

S'agissant de la durée de validité des bons de commande :

- Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.
- La durée d'exécution des bons de commande ne peut en tout état de cause, excéder de trois mois la fin de la durée de validité du présent accord-cadre.

#### **ARTICLE 8 – VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS, OBJET DU PRÉSENT ACCORD-CADRE**

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par l'URSSAF ACOSS ou la personne habilitée à cet effet dans les conditions des articles 27 à 30 du CCAG – Fournitures courantes et services.

L' ACOSS dispose, d'un délai maximum de 15 jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des prestations, à compter de :

- la date de la livraison, pour les vérifications effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur ;
- la date à laquelle le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées, pour les vérifications qui sont effectuées en dehors des locaux du pouvoir adjudicateur.

Tous les documents remis par le Titulaire à l' ACOSS sont rédigés en français.

En cas d'absence de décision donnée dans les délais visés ci-dessus, la prestation sera réputée admise.

Les décisions de réception avec réfaction, d'ajournement et de rejet sont motivées.

En cas de réception d'une décision d'ajournement, le titulaire dispose, d'un délai de **10** jours ouvrés pour faire ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l' ACOSS .

Si le titulaire fait des observations ou procède aux corrections demandées, l' ACOSS dispose d'un délai maximum de **15** jours ouvrés pour prendre une décision définitive.

Plusieurs documents peuvent faire l'objet d'une vérification groupée par l' ACOSS , dans les conditions prévues ci-dessus.

#### **ARTICLE 9 – PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION**

L'ACOSS peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais précisés dans le bon de commande. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait du pouvoir adjudicateur ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit informer l' ACOSS , par voie dématérialisée, des causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai fixé et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

Il dispose pour cela d'un délai de **15** jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Une prolongation des délais ne pourra en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

L' ACOSS notifie par voie dématérialisée au titulaire sa décision dans le délai maximum de **15** jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai maximal d'exécution défini dans le bon de commande et éventuellement prolongé.

## **ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DES PARTIES**

La réussite du projet dépend de la collaboration étroite entre le titulaire et l' ACOSS dans les conditions définies ci-dessous.

### **10.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

#### **10.1.1 – Obligations liées à la profession**

En tant que professionnel, le titulaire est tenu au strict respect des lois et réglementations en vigueur ainsi que des codes de déontologie s'ils existent.

A ce titre, il s'engage à ne soumettre à l' ACOSS aucune proposition qui serait contraire à ces textes.

Il doit par ailleurs, déployer tous les soins, le savoir-faire et la diligence nécessaires pour parvenir au résultat escompté et à la réussite de sa mission.

Il est investi tout au long de l'exécution du présent accord-cadre, d'une obligation générale de conseil, d'information et de recommandations envers l' ACOSS .

Le titulaire doit fournir à ACOSS l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu d'informer impérativement l' ACOSS en cas de constatation d'un incident technique ou toutes autres difficultés dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, et pouvant remettre en cause la réalisation des prestations. En cas de non respect de cette obligation, ceci constituerait un manquement du titulaire à son devoir de mise en garde, pouvant justifier le rejet des prestations par l' ACOSS .

#### **10.1.2 – Obligation de confidentialité**

Une information confidentielle désigne toute information, quelque soit la forme (orale, écrite, électronique ...) et quelque soit la nature, sur tout support propriété de l'ACOSS, communiquée au titulaire pour l'exécution des présentations du présent accord-cadre

Les informations et renseignements fournis par l' ACOSS , sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant l'accord-cadre.



Le titulaire s'engage notamment à :

- ne conserver aucune copie des livrables réalisés, des documents et des fichiers informatiques remis par l'ACOSS, à l'issue de l'accord-cadre ;
- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'ACOSS à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre;
- ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par l'ACOSS à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'ACOSS, les organismes du recouvrement autorisés par l'ACOSS, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et par ses sous-traitants éventuels.

En outre, le titulaire s'engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que l'ACOSS lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

L'ACOSS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

### **10.1.3 – Interlocuteurs techniques**

#### 10-1-3-1 Interlocuteur unique

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire informe l'ACOSS, de l'identité de l'interlocuteur unique.

Ce responsable doit être impérativement de profil au moins équivalent à celui présenté dans l'offre du titulaire. Il est l'interlocuteur privilégié de l'ACOSS tout au long de la durée de l'accord-cadre.

#### 10-1-3-2 Garantie de continuité des prestations

Le titulaire garantit l'exécution des prestations définies qui le concerne, conformément à son offre technique.

Pour satisfaire à cette obligation, le titulaire met en œuvre pour l'accord-cadre, les moyens matériels et humains qu'il estime nécessaires.

Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant les caractères d'extériorité et d'imprévisibilité de la force majeure.

- En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie, démission ou congés de l'un quelconque des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, l'ensemble de l'accord-cadre ne pourra être remis en cause par le titulaire. Dans ce cas, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

- Le titulaire avertira l'ACOSS avec un préavis raisonnable, des périodes d'absence prévisibles (congés, formation) afin d'organiser d'un commun accord la continuité des prestations, objet du présent accord-cadre et garantir ainsi le respect des délais d'exécution.

En tout état de cause, le titulaire assume à ses frais la formation du ou des remplaçant(s), consistant en la transmission des connaissances, nécessaires à son (leur) intervention.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution de la commande.

#### 10-1-3-3 Equipe du titulaire

Le titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution attendus.

Aussi, le titulaire s'engage à faire bénéficier l'ACOSS notamment, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine des prestations, objet du présent accord-cadre.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences telles que stipulées dans le CCTP ;
- veiller et contrôler le maintien constant des compétences ;
- maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes, le cas échéant en termes de nombre.

Afin d'assurer le succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution de l'accord-cadre qui le concerne, des personnels homogènes par prestation, en nombre suffisant, compétents, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s'y trouve nommément désignée pour en assurer la conduite.

Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'ACOSS et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Les interlocuteurs privilégiés et les membres de l'équipe du titulaire sont considérés comme acceptés si l'ACOSS ne les récusé pas dans le délai 30 jours à compter de la date de mise à disposition. Si l'ACOSS récusé un ou plusieurs de ces profils, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un remplaçant et en informer l'ACOSS.

A défaut de désignation, ou si un remplaçant est récusé dans le délai 30 jours indiqué ci-dessus, l'ACOSS se réserve la possibilité de recourir aux pénalités prévues à l'article 14 du présent CCAP.

#### **10.1.4 – Protection de la main d'œuvre**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire dont le siège est établi en France, ou qui exécute la prestation au moyen de personnels étrangers qu'il détache sur le territoire français, est tenu au respect de la législation française (notamment des normes minimales légales en termes de durée du travail et de rémunération).

Ainsi, le nombre d'heures travaillées doit être conforme à la législation en vigueur. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées comme telles.

Le titulaire dont l'exécution de la prestation est faite à l'étranger est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste entièrement responsable du respect de celles-ci auprès de l'URSSAF ACOSS.

Ces obligations s'imposent sur toute la chaîne de sous-traitance à laquelle le titulaire de l'accord-cadre ferait appel.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du contrat, en fournissant, sur simple demande de l' ACOSS , tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions auxquelles il ne peut déroger ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main-d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'ACOSS .

En cas de manquements constatés sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, l' ACOSS pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs du titulaire.

#### **10.1.5 – Protection du système d'information**

Le ou les titulaires et ses sous-traitants éventuels sont tenus de respecter strictement les prescriptions et interdictions figurant dans les documents applicables au sein de l' ACOSS (règlement intérieur, chartes utilisateurs / de bonnes conduites, etc.). Sont notamment visées les règles s'imposant en matière d'utilisation des ressources informatiques, de communications électroniques et téléphoniques, y compris celles qui concernent les moyens d'accès distants au système d'information de l'URSSAF ACOSS . Les documents applicables au sein de l' ACOSS sont communiqués au titulaire à la notification de l'accord-cadre et ont valeur contractuelle.

Le titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur le système d'information de l' ACOSS ainsi que leur niveau d'habilitation (types d'accès et ressources concernées de l'ACOSS ).

Par ailleurs, le ou les titulaire(s) et ses (leurs) sous-traitants éventuels reconnaissent avoir connaissance des infractions définies par le code pénal sur les fraudes informatiques (loi n°2004-575 du 21 juin 2004), notamment :

- le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données, et ce avec ou sans suppression ou modification des données (article 323-1 du code pénal) ;
- le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé des données (article 323-2 du code pénal) ;
- le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou de modifier frauduleusement les données qu'il contient (article 232-3 du code pénal) ;
- le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement adaptés pour commettre une ou plusieurs infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 du code pénal ;

- la tentative d'accomplissement de ces délits (article 323-7 du code pénal) ;
- l'association ou l'entente en vue de les commettre (article 323-4 du code pénal).

D'une manière générale, le ou les titulaire(s) et ses (leurs) sous-traitants s'engagent à mettre en œuvre les dispositifs adéquats et performants pour que la protection du système d'information soit assurée de façon constante, à un niveau de sécurité conforme à la législation et à l'état des technologies durant l'exécution de l'accord-cadre.

## **10.2 – OBLIGATIONS DE L'URSSAF ACOSS**

### **10.2.1 – Information**

L' ACOSS s'engage à fournir dans les plus brefs délais au titulaire, tous les documents, fichiers informatiques, et informations qu'elle détient, afin de lui permettre de comprendre les prestations qu'il doit effectuer et de les exécuter conformément au délai d'exécution fixé dans le bon de commande.

Il reste entendu que le titulaire ne saurait être tenu pour responsable d'une prolongation de délai d'un bon de commande liée à un manque de diligence de l' ACOSS .

### **10.2.2 – Obligation de confidentialité**

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 10.1.2 ci-dessus, l' ACOSS s'engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

## **ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

En complément des stipulations du CCAG en matière de protection des données personnelles, il est précisé que L'ACOSS pourra être amenée à collecter des données à caractère personnel au titre de la gestion administrative du présent Marché. Ainsi, l' ACOSS , en qualité de responsable de traitement, peut être amenée à collecter nom(s), prénom(s), fonction et adresse email professionnelle des représentants légaux du Titulaire et des interlocuteurs désignés par ce dernier pour la bonne exécution du Marché. Le Titulaire s'engage à ce titre à informer lesdites personnes du contenu du présent article.

Les données seront conservées pour la durée de Marché.

La collecte desdites données est réalisée pour les besoins strictement internes de l' ACOSS qui garantit au Titulaire le respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel.

En application de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, l'ensemble des droits des personnes concernées, dont les données sont collectées, traitées et conservées (droit d'accès, droit de rectification, droit d'effacement, droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données et droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle) doivent être exercés par ces personnes auprès du Délégué à la Protection des Données de l' ACOSS , par email à l'adresse [informatiqueetlibertes.acoss@acoss.fr] ou par courrier postal à l'adresse suivante : ACOSS , Informatique et Libertés, 36 rue de Valmy, 93108 Montreuil Cedex; en justifiant dans les deux cas de son identité conformément à l'article 77 du décret n°2019-536 du 29 mai 2019.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, l'intéressé peut contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Chacune des Parties garantit à l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union Européenne.

## **ARTICLE 12 – CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE / CLAUSE DE REPRISE D'ACTIVITÉ**

### **12.1 – CLAUSE SOCIALE**

Sans objet.

### **12.2 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

La stratégie de développement durable s'inscrit dans la continuité des actions déjà entreprises à l'UCN. Elle est principalement basée sur les objectifs suivants :

- La réduction des consommations énergétique des matériels,
- L'utilisation de matériaux recyclables,
- La réduction significative de l'usage de composants toxiques pour l'environnement et pour les utilisateurs,
- La mise en œuvre d'une procédure de récupération des déchets en vue de leur recyclage ou de leur traitement final dans un cadre de respect de l'environnement et des normes en vigueur.

Le titulaire sera apprécié sur sa démarche qualité (fournir impérativement les attestations correspondantes.)

Le titulaire sera également apprécié sur sa détention de labels ou certifications environnementaux (fournir impérativement les attestations correspondantes.)

Il est souhaitable que le titulaire dispose d'une flotte de transport/flotte logistique dont les émissions de CO2 sont limitées.

## **ARTICLE 13 – SUIVI ET CONTRÔLE DE L'ACCORD CADRE**

Pour chaque bon de commande, l' ACOSS procède au suivi et au contrôle de l'exécution des prestations.

L'ACOSS peut émettre au cours de l'exécution d'une prestation, des observations ou recommandations et demander au titulaire que ces dernières soient prises en compte.

Si ce dernier refuse, il s'expose au risque d'une décision de rejet des produits remis et par conséquent à une décision de résiliation de l'accord-cadre.

En tout état de cause, tout ajustement demandé au titulaire par l' ACOSS doit être conforme aux prescriptions contractuelles.

Lorsque les prestations sont exécutées chez le titulaire ou ses sous-traitants éventuels, l' ACOSS a libre accès aux locaux de ces derniers.

## **ARTICLE 14 – PÉNALITÉ DE RETARD**

### **14.1 – RETARD DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

En cas de retard dans les délais d'enlèvement ou de livraison prévus aux CCTP, des pénalités de retard seront appliquées au titulaire sans mise en demeure préalable. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, ces pénalités seront calculées comme suit :

- **Retard sur enlèvement** : Une pénalité de **50 € par heure de retard**, à compter de l'heure limite d'enlèvement, sera appliquée pour chaque commande non respectée, sauf en cas de force majeure dûment reconnue.
- **Retard sur livraison** : Une pénalité de **200 € par jour de retard**, à compter de l'heure limite de livraison, sera appliquée pour chaque jour de retard constaté, sauf en cas de force majeure dûment reconnue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS le montant des pénalités de retard ne peut excéder **3% du montant total HT du marché par mois**.

#### 14.2 MANQUEMENTS QUALITATIFS

En cas de non-conformité des prestations (erreurs de livraison, pertes de colis, détériorations, etc.), des pénalités spécifiques pourront être appliquées comme suit :

- **Erreur de livraison ou perte de colis** : Une pénalité de **500 € par incident** sera appliquée, en plus des indemnités prévues aux articles concernant la responsabilité du transporteur.
- **Détérioration de la marchandise** : En cas de détérioration constatée, une pénalité de **100 % de la valeur déclarée du colis**, ou de la valeur de remplacement de la marchandise (si non déclarée), sera appliquée.

#### 14.3 – PÉNALITÉS EN CAS D'AJOURNEMENT DES PRESTATIONS

Si l'ACOSS prend une décision d'ajournement des prestations, celle-ci peut décider d'appliquer au titulaire, une pénalité d'un montant forfaitaire de **500 €** par jour ouvré entre la date de l'ajournement et la réception définitive des prestations.

Pour le décompte des pénalités, il est pris en compte l'écart entre la date de la décision d'ajournement et la date de la décision de réception du livrable ou de la prestation à réaliser. Les délais de vérification incombant à l'ACOSS seront décomptés pour le calcul de cette pénalité.

#### 14.4 – NON REMPLACEMENT DE L'INTERLOCUTEUR UNIQUE ET/OU DE L'UN DES MEMBRES DE L'EQUIPE DU TITULAIRE

Lorsque le titulaire ne procède pas au remplacement de l'interlocuteur unique et/ou de l'un des membres de l'équipe du titulaire, en cas d'absence de ceux-ci ou de récusation de ces derniers par l'ACOSS, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité, d'un montant forfaitaire de **500 €** par jour ouvré d'absence de ces derniers.

#### 14.5 MODALITÉS D'APPLICATION DES PÉNALITÉS

Les pénalités appliquées seront déduites des factures mensuelles du titulaire, sous réserve des réserves ou litiges émis par l'UCN. Le titulaire sera informé des pénalités via un relevé détaillant chaque infraction constatée, avant la facturation mensuelle.

En cas de contestation du titulaire sur l'application d'une pénalité, celui-ci disposera d'un délai de **15 jours** à compter de la réception du relevé pour fournir des justifications auprès de l'ACOSS. Passé ce délai, les pénalités seront définitivement appliquées.

#### 14.6 – RETARD IMPUTABLE À L'URSSAF ACOSS

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l' ACOSS , les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'ACOSS sera constaté dans une attestation établie par l'ordonnateur de l'ACOSS laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel,
- définira la durée de la prolongation nécessaire du délai contractuel.

#### **14.7 – PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 12.2 du présent CCAP, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de 500 euros.

#### **14.8 – PÉNALITÉS POUR NON TRANSMISSION DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'ACOSS lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'ACOSS, le titulaire encourt une pénalité égale à 1 / 3 000 du montant hors TVA du marché ou, à défaut du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

### **ARTICLE 15 – PRIX DES PRESTATIONS**

#### **15.1 – PRIX DE RÈGLEMENT**

Les prestations sont réglées par application de prix unitaires, tels que fixés dans le cadre de réponse financier, appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

A l'exclusion de la révision des prix visée ci-après, les prix fixés dans le cadre de réponse financier du présent accord-cadre, ne sont pas modifiables lors de l'émission des bons de commande.

Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations. Il s'agit, notamment, des frais de déplacement, d'hébergement et de repas du personnel du titulaire, du transport et de la livraison des livrables, des communications téléphoniques émanant du personnel du titulaire et, de manière générale, de tous les frais occasionnés par l'exécution des prestations.

[Les frais de manutention, de transports et autres, qui naitraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.](#)

#### **15.2 – SURCHARGE CARBURANT OU INDEXATION GASOIL**

En raison des fluctuations du prix des carburants, une surcharge carburant pourra être appliquée par le titulaire du marché dans les conditions suivantes :

- La surcharge carburant est indexée sur l'évolution des prix des carburants (gazole ou autres carburants utilisés par le titulaire). Elle pourra être réévaluée mensuellement en fonction de l'évolution des prix moyens constatés à la pompe.
- L'indicateur de variation du coût du carburant utilisé devra être publié par une source officielle (par exemple, le ministère de l'Économie ou toute autre source reconnue) et devra clairement être indiqué dans le CRF, ainsi que la valeur de l'indice et la formule de variation utilisée.
- L'indice utilisé devra rester identique tout au long du marché.



- Toute modification de la part du carburant dans le prix du transport concerné par la surcharge devra être communiquée à l'acheteur avec un préavis de 30 jours ouvrés. **Le % maximal pouvant être utilisé est 20%.**

La surcharge carburant s'applique exclusivement aux opérations de transport.

**La surcharge carburant pourra évoluer à la hausse comme à la baisse.**

### **15.3 – RÉVISION DES PRIX**

La révision des prix intervient à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres, soit janvier 2025

Les prix sont révisés par application de la formule suivante :  **$P = Po [0,20 + (0,80 S / So)]$**

Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix indiqué dans le cadre de réponse financier

S = indice Ichtrev-Ts "- indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans le secteur Transport, entreposage du mois au cours duquel la révision sera appliquée, publié par l'INSEE.

So = indice Ichtrev-Ts "- indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans le secteur Transport, entreposage du mois de la remise des offres, publié par l'INSEE.

Pour le coefficient de la formule de révision, les calculs intermédiaire et final seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le titulaire notifie par lettre recommandée avec accusé réception ou remise contre récépissé, un nouveau cadre de réponse financier, en respectant un délai d'un mois maximum à compter de la date de parution de l'indice concerné. En cas d'absence de remise du bordereau révisé par le titulaire, ce dernier est réputé avoir renoncé au bénéfice de la révision pour l'année à venir.

Les prix résultant de la révision sont appliqués sur les commandes émises à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision.

### **15.4 – CLAUSE DE SAUVEGARDE**

En tout état de cause, la révision des prix ne pourra pas entraîner une hausse de ceux-ci supérieure à **3%** lors d'une révision. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas accepter les nouveaux prix et de résilier l'accord-cadre.

## **ARTICLE 16 – RÉGIME FINANCIER**

### **16.1 – AVANCE**

Par dérogation à l'article 11 CCAG-FCS, et sauf refus du titulaire formulé dans l'acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.



Le montant de l'avance est égal à 5 % de chaque bon de commande supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure ou égale à un an.

Lorsque le Titulaire du présent accord-cadre, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande public le taux de l'avance est porté à 10%.

## **16.2 – ACOMPTES**

Des acomptes seront versés sur demande du titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions réglementaires fixées aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

## **16.3 – LIQUIDATION DES PAIEMENTS**

Le paiement des prestations sera réglé à compter de la décision de réception prise par l'ACOSS dans les conditions définies plus haut.

## **16.4 – FACTURATION**

Les factures afférentes au paiement seront établies mensuellement par le titulaire en un original distinctes par LOT ( nous ne pouvons pas avoir plusieurs lots facturés sur une même facture) au compte ouvert au nom du prestataire, qui communiquera à l' ACOSS un RIB **original** en y faisant apparaître les codes BIC/IBAN, portant les indications suivantes :

- la référence de l'accord-cadre et du bon de commande;
- l'objet de la prestation concernée ;
- le/les livrables attendus ;
- le montant total H.T. de la commande ;
- le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C de la commande.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est Monsieur le Directeur de l' ACOSS .

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'Agent Comptable de l'ACOSS .

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire est seul habilité à présenter à l' ACOSS la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement doit être présentée par le mandataire et être décomposée en autant de parties qu'il y a de membre de groupement à payer séparément.

Les entreprises titulaires ou sous-traitantes lorsqu'elles sont admises au paiement direct ont l'obligation d'adresser à l' ACOSS leurs factures par voie électronique, à l'adresse suivante <https://chorus-pro.gouv.fr> .

Les modalités techniques sont définies par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro sus-visé.

## 16.5 – DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours, dans les conditions des articles R. 2192-12 à R. 2192-30 du Code.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 16.6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

Le titulaire communique à l'ACOSS un RIB **original** en y faisant apparaître les codes BIC/IBAN.

## ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE

Chaque titulaire ne peut sous-traiter tout ou partie de ses obligations au titre du présent accord-cadre qu'avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par l'ACOSS.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant au titre de l'accord-cadre, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'ACOSS de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Les sous-traitants pourront être présentés à l'organisme contractant pour acceptation lors de la soumission à l'accord-cadre ou en cours d'exécution.

En vue de leur agrément, le Titulaire transmet à l'ACOSS pour chaque sous-traitant les pièces suivantes :

- un formulaire DC4 à jour de la dernière réglementation dûment renseigné et signé (ou tout document équivalent) ;
- un K-bis ;
- une délégation de signature pour le Titulaire et le sous-traitant (si la personne signataire de la DC4 n'est pas visée dans le K Bis) ;
- une attestation de régularité fiscale au titre de la dernière année pour le sous-traitant ;
- une attestation relative aux obligations de déclaration et de paiement des cotisations sociales (attestation URSSAF dite " de vigilance" datant de moins de 6 mois) pour le sous-traitant ;
- une présentation des moyens techniques, humains, financiers et professionnels du sous-traitant.

Le délai de 21 jours prévu à l'article R. 2193-4 du Code de la commande publique, au-delà duquel le silence gardé par l'acheteur vaut acceptation implicite du sous-traitant, ne commence à courir qu'à compter de la date de réception de l'ensemble des pièces listées ci-dessus.

En application de l'article R2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant de premier rang a droit au paiement direct dès lors que les conditions d'acceptation et d'agrément sont satisfaites et que le montant de sa créance est d'au moins 600 euros TTC.

#### **ARTICLE 18 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB **original** faisant apparaître les codes BIC/IBAN, et, selon les cas, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent accord-cadre du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétiserait l'accord de l'ACOSS sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant devrait comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L'ACOSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

#### **ARTICLE 19 – RESPONSABILITÉ – ASSURANCES**

##### **19.1 – RESPONSABILITÉ**

Le titulaire doit être en mesure de justifier à tout moment qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de l'accord-cadre.

##### **19.2 - ASSURANCE POUR « VALEUR DÉCLARÉE »**

Pour les prestations à bon de commande avec « valeur déclarée », le titulaire prendra l'initiative d'assurer la marchandise et exécutera avec soin et discernement les instructions reçues à cet effet. Les instructions du client doivent être dispensées de manière expresse.

Si le titulaire omet de souscrire l'assurance demandée et en cas de perte ou d'avarie de marchandise, il doit payer à l'ACOSS une somme égale à l'indemnité que celui-ci aurait dû normalement recevoir de l'assureur.

Le fait que la marchandise soit assurée ne fait pas disparaître la responsabilité contractuelle du titulaire. Le titulaire répond des dommages ou vols survenus dans ses établissements, et d'une façon générale, des fautes commises dans l'accomplissement des tâches matérielles ou administratives dont il a la charge.

#### **ARTICLE 20 – RÉSILIATION**

##### **20.1 – RÉSILIATION UNILATÉRALE**

Le présent accord-cadre peut être résilié, à tout moment, par l'ACOSS, conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG FCS, qu'il y ait ou non faute du titulaire. La décision de l'ACOSS

stipule la date à laquelle elle devient effective et en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, celle-ci sera motivée par l'ACOSS.

En l'absence de faute du titulaire, celui-ci a droit à être indemnisé du préjudice qu'il aurait subi, ainsi qu'il est prévu à l'article 42 du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS susvisé.

## **20.2 – RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE**

Outre les causes de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, l'ACOSS se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, après mise en demeure, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

1. en cas de non respect par le titulaire des obligations de confidentialité, tel que prévu à l'article 10.1.2 du présent CCAP ;
2. en cas de non respect par le titulaire des obligations de protection des données personnelles, tel que prévu à l'article 11 du présent CCAP ;
3. en cas de non respect par le titulaire des obligations relatives à la clause environnementale, tel que prévu à l'article 12.2 du présent CCAP ,
4. en cas de décision de refus de l'ACOSS des prix ajustés visés à l'article 15.3 du présent CCAP ;
5. en cas de décision de rejet par l'ACOSS , tel que prévu à l'article 8 du présent CCAP ;
6. L'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsque le titulaire en cause n'a pas apporté la preuve, dans un délai maximum de deux mois, après mise en demeure de l'ACOSS , de la régularisation de sa situation délictuelle au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du code du travail.
7. Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du code du travail.  
Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le titulaire, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

8. D'une manière générale, en cas de fautes et/ou de retards répétés du titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, qui rendraient impossible la poursuite des relations contractuelles avec le titulaire.

La résiliation ne pourra être prononcée si les fautes et/ou retards constatés résultent d'un cas de force majeure ou si le titulaire remplace tout ou partie des produits/prestations défectueux par des produits/prestations au moins équivalentes. Les frais d'échange (livraison, installation) avec les produits définitifs ou les frais nécessaires à la réalisation de la prestation définitive restent à la charge du titulaire.

## **ARTICLE 21 – LITIGES**

Dans les cas où le présent accord-cadre donnerait lieu pour son interprétation ou son exécution à une action judiciaire, celle-ci serait réglée selon les dispositions du CCAG-FCS.

Les litiges, qui ne peuvent faire l'objet d'un règlement amiable sont soumis à la juridiction compétente, à savoir le tribunal administratif de Montreuil (93100).

## **ARTICLE 22 – CONFLIT D'INTÉRÊTS**

Au sens de la réglementation applicable en matière de marchés publics, le conflit d'intérêts est défini comme « toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement,

un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public ». Le titulaire s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission.

Si le titulaire constate que l'exercice d'une mission est susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, il doit en informer sans délai l'ACOSS.

Au regard de la situation qui lui a été rapportée, l'ACOSS peut décider de retirer temporairement ou définitivement la mission litigieuse au titulaire, sans indemnité.

En cas de cotraitance, la mission peut être répartie entre le ou les autre(s) cotraitant(s), de sorte que le(s) cotraitant(s) placé(s) dans une situation de conflits d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts soi(en)t exclu(s) de la mission litigieuse.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces stipulations non seulement à ses salariés mais également à tout sous-traitant auquel il pourrait avoir recours pour l'exécution du présent marché.

Toute situation de conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts non déclarée peut emporter la résiliation du marché, sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

#### **ARTICLE 23 – DÉROGATIONS AU C.C.A.G /FCS**

Les dispositions suivantes du présent C.C.A.P. dérogent aux clauses du C.C.A.G. FCS applicable :

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG/FCS

L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 11 du CCAG/FCS